



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques et  
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement  
Section installations classées pour la protection de l'environnement

Arras, le **09 OCT. 2023**

DCPPAT – BICUPE – SIC – LL - n° 2023 - *3al*

**Commune de VITRY-EN-ARTOIS**

-----  
**SYMEVAD**

**(Syndicat Mixte d'Élimination et de Valorisation des Déchets)**

-----  
**Unité de compostage de déchets verts et de production de bois énergie**

-----  
**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**  
-----

**Vu** le code de l'environnement et en particulier ses articles **L.181-14, R.181-45 et R.181-46** ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT, en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

**Vu** le décret du 9 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX, en qualité de Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2017 ayant autorisé le SYMEVAD (Syndicat Mixte d'Élimination et de Valorisation des Déchets) à exploiter une unité de compostage de déchets verts et de production de bois énergie à partir de déchets verts et de bois, au Lieu-dit « Le Fond de Quiery » sur le territoire de la commune de VITRY-EN-ARTOIS concernant notamment la rubrique **3532** de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juin 2021, délivré au SYMEVAD dont le siège social est situé 60, rue Mirabeau prolongée – CS 10014 – 62141 EVIN-MALMAISON cedex, modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2017 susvisé ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2023-10-57 du 4 septembre 2023 portant délégation de signature ;

**Vu** le dossier de Porter à connaissance transmis par le SYMEVAD le 14 janvier 2022 au Préfet du Pas-de-Calais relatif à l'augmentation de la capacité administrative du centre de valorisation organique situé Lieu-dit « Le Fond de Quiery » sur le territoire de la commune de VITRY-EN-ARTOIS ;

**Vu** le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France en date du 9 août 2023 ;

**Vu** le courriel d'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire le 15 septembre 2023 ;

**Vu** le courriel d'accord de l'exploitant en date du 15 septembre 2023 ;

**Considérant ce qui suit :**

1- les éléments d'information présentés dans le dossier d'information du 14 janvier 2022 susvisé démontrent que l'augmentation de la capacité maximale de l'unité de compostage ne génère pas de dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles **L.211-1** et **L.511-1** du code de l'environnement et n'est pas substantielle au sens de l'article **R.181-46-I** du même code ;

2- cette évolution constitue néanmoins un changement notable des éléments du dossier relatif à l'unité de compostage au sens de l'article **R.181-46-II** du code de l'environnement et doit être actée par un arrêté préfectoral complémentaire ;

**Sur** proposition du Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er - Objet**

Le SYndicat Mixte d'Elimination et de VALorisation des Déchets (SYMEVAD), dont le siège social est situé 60, rue Mirabeau prolongée – CS 10014 – 62141 EVIN-MALMAISON cedex, est tenu de se conformer aux dispositions du présent arrêté, pour l'exploitation de l'unité de compostage de déchets verts et de production de bois énergie à partir de déchets verts et de bois, au Lieu dit « Le Fond de Quiéry » parcelle n°125, section Z.D sur la commune de VITRY-EN-ARTOIS (62490).

**ARTICLE 2 -**

Les dispositions de l'article **1.2.1** de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2017 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

**« Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques des activités et des installations sur site	Rubriques de classement	Classement A/D/NC <sup>(1)</sup>
Compostage de déchets non dangereux ou matière végétale.  1) compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires :  a) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j	Compostage de déchets verts  Capacité de l'installation de <b>104,1 t/j</b> ,  soit 38 000 t par an sur une base de 365 j/an.	<b>2780-1-a</b>	<b>A</b>
Installation de traitement de déchets non dangereux.  1) La quantité de déchets traités étant > 10 t/j	Broyage de déchets verts  Quantité = 50 t/h x 3 h/j = <b>150 t/j</b> ,	<b>2791-1</b>	<b>A</b>
Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues.  La capacité étant comprise entre 1 000 et 20 000 m³	Stockage de bois énergie (bois de classe A)  Capacité maximale de stockage de <b>6 200 m³</b>	<b>1532</b>	<b>D</b>
Stockage de produits pétroliers dont gazole non routier  la quantité totale susceptible d'être présente étant inférieure à 50 t	1 Cuve de gazole d'un volume de 5 m³ soit <b>4,25 t</b>	<b>4734</b>	<b>NC</b>
Installation de remplissage des réservoirs des engins de chantier. Le volume annuel de remplissage étant inférieur à 500 m³	Distribution de <b>60 m³ par an</b>	<b>1435</b>	<b>NC</b>
Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :  – traitement biologique	Traitement biologique de <b>104,1 t/j</b>	<b>3532</b>	<b>A</b>

<sup>(1)</sup> **A** : Autorisation, **D** : Déclaration ou **NC** : Non Classé

»

### ARTICLE 3 –

Les dispositions de l'article **1.2.3** de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2017 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

### « Article 1.2.3. Consistance des installations autorisées

L'unité de compostage et de production de bois est constituée principalement de :

- un bâtiment administratif ;
- un bâtiment technique qui comprend :
  - un hall couvert de 805 m<sup>2</sup> pour la réception et le broyage de déchets verts ;
  - 8 biodômes de fermentation, équipés de dalles aérauliques constituées de 4 rampes de tuyaux de diffusion d'air par insufflation alimentés par des ventilateurs centrifuges ;
  - un hall couvert d'affinage de 590 m<sup>2</sup> ;
  - un hall couvert de stockage du bois de 1 570 m<sup>2</sup> . ;
- une aire extérieure de maturation/stockage du compost de 3 671 m<sup>2</sup> . »

### ARTICLE 4 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article **L.181-17** au code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 Lille Cedex, dans les délais prévus à l'article **R.181 - 50** du même code :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté lui a été notifié ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article **L.181-3** du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article **R.181-44** dudit code ;
  - b) La publication de l'arrêté sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus du présent article.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyen" accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### ARTICLE 5 - Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de VITRY-EN-ARTOIS, et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'autorisation est soumise, est affiché en mairie de VITRY-EN-ARTOIS pendant une durée minimale d'un mois.


Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de cette commune.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Pas-de-Calais.

## ARTICLE 6 - Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Président du SYMEVAD dont une copie sera transmise au maire de VITRY-EN-ARTOIS.

Pour le Préfet  
le Secrétaire Général

  
Christophe MARX

Copie destinée à :

- SYMEVAD - 60, rue Mirabeau prolongée – CS 10014 – 62141 EVIN-MALMAISON cedex
- Mairie de VITRY-EN-ARTOIS
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (U.D de l'Artois)
- Dossier
- Chrono

